



Cahier des Clauses Administratives Particulières

Marché d'étude et de réalisation d'électroniques prototypes pour des systèmes acoustiques et optiques sous-marins

Référence : 20250008

SOMMAIRE

ARTICLES	
1	OBJET DU MARCHE
2	DOCUMENTS CONTRACTUELS
3	DUREE DU MARCHE
4	PRIX
5	MODALITES DE REGLEMENT
6	DEBUT D'EXECUTION
7	PROLONGATION DE DELAI, SURSIS
8	CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION
9	REGIME DES DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE
10	OPERATIONS DE VERIFICATION - ADMISSION
11	DOCUMENTATION
12	MODIFICATIONS PAR VOIE D'AVENANTS
13	CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES – CLAUSE DE REEXAMEN
14	RESPONSABILITES ET ASSURANCES
15	AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES
16	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES
17	CONFIDENTIALITE - DISCRETION - SECURITE
18	RESILIATION
19	TRIBUNAUX COMPETENTS
20	DEROGATIONS AU CCAG

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet de trouver une entreprise susceptible de fournir une prestation d'ingénierie pour l'étude et la conception d'électroniques prototypes pour des systèmes acoustiques et optiques sous-marins, suivi d'une prestation de réalisation de ces électroniques prototypes. Ces équipements électroniques équiperont une antenne sous-marine reconfigurable constituée de plusieurs robots sous-marins.

Plus précisément, pour le volet acoustique, ce marché vise à concevoir et réaliser 3 amplificateurs pour source acoustique sous-marine.

Pour la partie optique, le marché vise à concevoir et réaliser 5 systèmes optiques sous-marins combinant les fonctions de mesure de distance (LIDAR) et de communication sans fil entre les robots.

1.2 Type de procédure

Le marché est passé selon une procédure adaptée avec négociation en application des articles L2123-1, R2123-1, R2123-5 et R2131-12 du Code de la Commande Publique (CCP).

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents cités ci-dessous, et en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- 1) l'Acte d'Engagement "AE" et ses éventuelles annexes financières ;
- 2) le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP » et son annexe ;
- 3) le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » ;
- 4) le Cahier des Clauses Administratives Générales / Prestations Intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021, et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- 5) le calendrier d'exécution ;
- 6) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels acte modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le CCAG/PI (arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié) n'est pas joint au présent dossier mais est réputé connu des sociétés, et les parties contractantes lui reconnaissent expressément son caractère contractuel.

ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet à compter de sa date de notification (T0).

La réception finale devra être impérativement effective à T0 + 30 mois maximum.

Au terme du contrat, le titulaire ne pourra prétendre à aucun préavis, ni aucune indemnité de quelque sorte que ce soit.

ARTICLE 4 – PRIX

4.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses liées à l'exécution de la prestation complète décrite au CCTP, ainsi que les charges fiscales, parafiscales ou autres s'appliquant obligatoirement à la prestation.

Dans le cadre de ce marché, la cession des droits de propriété intellectuelles est comprise dans le prix du marché et ne donne pas lieu à un complément de prix.

4.2 Type et forme des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaires, fermes et actualisables.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres.

En cas de négociation, les prix seront réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres finales.

Si plus de trois mois s'écoulent entre la date d'établissement des prix et la date de début d'exécution des prestations, les prix seront actualisés à une date antérieure de trois mois à la date de notification du marché portant date de début d'exécution des prestations, à l'aide de la formule suivante :

$$P1 = Po \times (S1/So)$$

Dans laquelle :

P1 = Prix actualisé

Po = Prix à la date d'établissement des prix

S1 = Valeur de l'indice lue 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations

So = Valeur de l'indice lue à la date d'établissement des prix

L'index de référence choisi est l'indice SYNTEC révisé.

4.3 Répartition des paiements

Les paiements sont répartis entre le titulaire, ses cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 – MODALITES DE REGLEMENT

5.1 Avance

5.1.1 Avance du titulaire

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Il sera fait application de l'article R2191-7 du CCP.

Le titulaire peut refuser le versement de cette avance. Il lui appartient de le préciser au § C5 de l'acte d'engagement. Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considérera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

5.1.2 Avance des sous-traitants

Lorsqu'une partie du marché a été sous-traitée selon les dispositions des articles R2193-1 à R2193-4, un sous-traitant à paiement direct peut demander à bénéficier du versement de l'avance.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant en fait la demande au titulaire qui transmet immédiatement la demande de versement émise par le sous-traitant au maître d'ouvrage.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

5.1.3 Option de l'avance

L'option retenue pour les avances est l'option A, telle que définie à l'article A.11.1 du CCAG /PI du 30 mars 2021.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionnée à l'article R2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 5 %.

5.1.4 Versement de l'avance

Le point de départ du versement de l'avance est la date de notification du marché valant début d'exécution de la prestation.

5.1.5 Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire, au cotraitant ou au sous-traitant.

Ce remboursement s'impute par précompte et débute quand le montant des prestations exécutées par le titulaire, le cotraitant ou le sous-traitant atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de la part qui lui est dévolue.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire, le cotraitant ou le sous-traitant atteint 80 % du montant toutes taxes comprises de la part qui lui est dévolue.

5.2 Acomptes

Le titulaire a droit au versement d'acomptes en cohérence avec les étapes d'exécution des différents livrables et suivant le calendrier d'exécution.

Le règlement des éléments de phases s'effectuera de la façon suivante sur la base des livrables indiqués au CCTP.

	Clés de paiement selon les livrables attendus	% du montant TTC de la phase
Phase 1	Etude préliminaire des électroniques prototypes pour systèmes optiques ⇒ Précision du besoin pour les électroniques prototypes optiques	100 %
Phase 2	Réalisation des électroniques prototypes pour sources acoustiques ⇒ 3 cartes d'amplification acoustique	100 %
Phase 3	Etude de conception optique ⇒ Cahiers des charges pour la réalisation des électroniques prototypes optiques	100 %
Phase 4	Réalisation des électroniques prototypes pour systèmes optiques ⇒ 5 systèmes optiques combinant mesure de distance et communication sans fil	100 %
Phase 5	Aide à l'intégration des systèmes ⇒ Assistance à distance, déplacement sur site pour intervention sur les électroniques prototypes fournies : à la fin de la phase 5	100 %

5.3 Facturation – Délai de paiement

Le matériel étant lié à un projet de recherche, la livraison et la facturation devront être effectuées à T0 + 30 mois au plus tard.

5.3.1 Facturation

Le paiement s'effectuera sur présentation d'une demande de paiement établie en un exemplaire et **adressée à l'ordre du siège social de l'ENSTA à Palaiseau.**

Cette demande de paiement sera transmise par voie dématérialisée via l'application Chorus Pro sur le portail de la Gestion Publique (cf annexe 1 au CCAP : fiche de présentation du dispositif de facturation électronique pour les fournisseurs de l'ENSTA).

La demande de paiement doit rappeler, outre les mentions légales :

- le numéro du marché et sa date de notification,
- établissement prescripteur : ENSTA Campus de Brest
- la date de la demande de paiement
- le n° de la phase
- le détail de la prestation,
- les montants HT,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- le numéro de compte bancaire ou postal complet, tel qu'il figure à l'acte d'engagement (Code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

Il est spécifié que les demandes de paiement devront faire apparaître la même adresse, le même mode de paiement et la même désignation de prestations que ceux de l'offre.

5.3.2 Délai global de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du marché ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la facture. En cas de dépassement de ce délai de paiement, le pouvoir adjudicateur versera au titulaire des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dans les conditions fixées par les articles R2192-31 à R2192-34, D2192-35 et R2192-36 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (CCP).

Si, du fait du titulaire (adresse incomplète ou non conforme, etc.) les demandes de paiement ne sont pas adressées au service liquidateur ci-dessus, la date de réception à prendre en compte comme point de départ du délai de paiement sera celle de la réception effective de la demande de paiement par le service liquidation.

Conformément à l'article R2192-13 du CCP, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

5.3.3 Délai global de paiement du sous-traitant et co-traitant

Le délai global de paiement du sous-traitant ou co-traitant payé directement est identique à celui prévu à l'article du présent CCAP pour le paiement du titulaire.

Le délai global de paiement du sous-traitant ou co-traitant court à partir de la réception par l'acheteur de sa demande de paiement telle que transmise par le titulaire du marché.

Si le titulaire n'a donné aucune suite à cette demande et n'a pas apporté la preuve d'un refus motivé à son sous-traitant ou son co-traitant dans les délais indiqués à l'article R2193-12 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du CCP, le sous-traitant ou le co-traitant envoie directement sa demande de paiement au maître d'œuvre conformément aux articles R2193-14 et R2193-16 du décret n° 2018-1075. Le délai global de paiement du sous-traitant ou du co-traitant court à partir de la réception par le maître d'œuvre de sa demande de paiement.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

5.3.4 Suspension du délai global de paiement

La personne responsable du marché peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète ;
- admission avec réfaction.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne responsable du marché, un nouveau délai global de paiement est ouvert : il est de trente (30) jours.

ARTICLE 6 – DEBUT D'EXECUTION

La date de début d'exécution de la prestation est la date de notification du marché.

ARTICLE 7 – PROLONGATION DE DELAI, SURSIS

Les délais de livraison des livrables sont définis au calendrier d'exécution.

Une prolongation de délai peut être accordée par l'ENSTA, conformément à l'article 13.3 du CCAG/PI.

Seul le pouvoir adjudicateur est habilité à délivrer une décision valant prolongation du délai de livraison après avoir évalué le bien-fondé de la demande.

Le Pouvoir Adjudicateur signera les décisions relatives aux octrois de prolongation de délais ou de sursis de livraison.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION

8.1 Conditions et modalités de recours éventuel à des sous-traitants

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Il sera fait application des articles R2193-1 à R2193-4 du CCP.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son candidat par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (ou équivalent).

Ce formulaire est téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ce formulaire sera accompagné à minima des pièces suivantes du sous-traitant :

- les attestations fiscales et sociales à jour
- une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité
- un relevé d'identité bancaire (RIB)

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

8.2 Co-traitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du CCP.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quelque soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

8.3 Obligations du prestataire

Obligation de conseil : Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

Obligation d'information : Il lui appartient également de mettre en garde l'acheteur contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire s'engage à rester à la disposition de l'Etablissement pendant toute la durée de l'exécution du contrat afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

Obligation de confidentialité : Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses co-traitants, sous-traitants et fournisseurs. Pour l'exécution du marché, le titulaire, et le cas échéant ses co-traitants et sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire devra assurer au cours du marché le remplacement des personnels quittant son entreprise quel que soit le motif afin qu'il n'y ait aucune interruption dans l'exécution des prestations.

8.4 Délimitation de la prestation

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité du marché qu'ENSTA lui notifiera, selon les dispositions du Cahier des charges techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 9 – REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Sauf cette dérogation, l'ensemble des stipulations de l'article 35 du CCAG-PI ont vocation à s'appliquer au présent marché ainsi que les stipulations complémentaires suivantes :

Les documentations de base, données et autres documents remis au titulaire par ENSTA pour l'exécution du marché restent la propriété exclusive de l'ENSTA.

Dans le cas d'une modification, déclinaison et/ou extension des résultats, l'acheteur pourra, à sa seule discrétion, consulter le titulaire pour réaliser cette mission mais ne sera en aucun cas tenu de lui confier ladite mission.

La nature, le contenu ainsi que les résultats des études réalisées demeurent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur, qui pourra les exploiter et les faire exploiter par tous moyens de son choix sans que leurs auteurs puissent se prévaloir d'un quelconque droit, dans le respect de leurs droits moraux.

Le titulaire ne pourra en aucun cas utiliser à titre personnel et pour le compte de tiers, directement ou indirectement, en tout ou partie, et pour quelque motif que ce soit, les résultats obtenus.

Au cas où une contestation concernant les droits sur les résultats serait émise par un tiers, le titulaire s'engage, selon la contestation, soit à en répondre directement, s'il s'avère nécessaire de prouver l'originalité et/ou la paternité des résultats soit à apporter à l'acheteur, à sa première demande, son appui judiciaire, notamment en cas d'atteinte à la jouissance des droits patrimoniaux attachés aux résultats.

La présente cession est donc consentie par le titulaire à titre exclusif au bénéfice de l'acheteur, et aux personnes (morales ou physiques) auxquelles l'acheteur aurait rétrocédé ses droits. Les parties ont convenu que le prix de

la cession est compris de façon forfaitaire et définitive dans la rémunération perçue par le titulaire au titre de l'ensemble des prestations décrites au présent marché, et que le titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit. Le prix prend en compte l'étendue de la cession (durée, territoire...), son caractère exclusif ou non ainsi que l'étendue des exploitations applicables au marché.

L'acheteur deviendra seul propriétaire des résultats et en possèdera l'usage exclusif.

ARTICLE 10 – OPERATIONS DE VERIFICATION - ADMISSION

Les opérations de vérification seront effectuées à chaque phase et clé de paiement du marché, suivant le calendrier d'exécution qui aura été défini en accord avec le service prescripteur d'ENSTA Campus de Brest dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG/PI.

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserves des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission sera prononcée par une certification de bonne exécution donnée sur la facture, faisant date de notification de l'admission.

Réfections - Réserves

Lorsque l'Acheteur estime que les prestations ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du bon de commande, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation et à l'esthétique des installations, elle peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que représenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner une réfection des installations et proposer à l'entrepreneur une réfaction des prix. L'application de cette réfaction serait effectuée conformément aux stipulations de l'article 29.3 du CCAG/PI.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserves de leur réparation.

Rejet

Il sera fait application de l'article 29.4 du CCAG/PI.

Transfert de propriété

L'admission finale des prestations entraîne le transfert de propriété.

ARTICLE 11 – DOCUMENTATION

Le titulaire fournira une documentation complète de l'équipement. Cela comprend les documents nécessaires à l'installation, à l'exploitation et à la maintenance de l'équipement objet du présent marché.

La documentation sera transmise en français et/ou en anglais, sur papier et en version numérique.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS PAR VOIE D'AVENANTS

12.1 Avenants

Lorsque l'économie du marché n'est pas bouleversée, il est possible de passer un avenant ou si le marché le prévoit, de poursuivre l'exécution des prestations au-delà du montant prévu par le marché (articles R2194-1 à R2194-9 du CCP).

La modification résultant d'un avenant peut notamment porter sur les engagements des parties au contrat : prestations à exécuter, calendrier d'exécution ou règlement financier du marché.

Lorsque des matériels ou équipements sont pris en charge ou abandonnés au cours de l'année, le ou les prix correspondant pour cette année sont calculés au prorata temporis du nombre de jours à couvrir jusqu'à la fin de l'année en cours.

12.2 Avenants de transfert

Toute modification administrative de l'une ou l'autre des parties fera l'objet d'un avenant de transfert.

A cet égard, le titulaire du marché est informé qu'un processus de fusion-absorption affectant l'acheteur est en cours. Il est d'ores et déjà convenu que le titulaire de marché continuera de remplir l'ensemble des engagements pris au titre du présent marché.

ARTICLE 13 – CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES – CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstances imprévisibles, il sera fait application des articles 24 et 25 du CCAG/PI.

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R2194-5 du CCP.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'ENSTA Campus de Brest démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures,...) ou contractuelles (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'ENSTA vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur :

- soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 14– RESPONSABILITES ET ASSURANCES

14.1 - Responsabilités

Le titulaire du marché assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans les limites de ses obligations contractuelles :

- à son personnel ou à des tiers
- à ses biens, à ceux du propriétaire ou à ceux de tiers.

14.2 - Assurances

L'entreprise doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ou au propriétaire à l'occasion des interventions. Le titulaire doit pouvoir produire à toute demande du propriétaire une attestation indiquant qu'il est à jour de ses primes d'assurance correspondantes à l'activité de l'entreprise (nature du contrat, montant, durée de la garantie et franchise éventuelle).

Dans le cas où lesdits plafonds de garantie seraient jugés insuffisants au regard de l'importance des risques à couvrir, la personne publique se réserve la possibilité de demander au prestataire de souscrire un complément de garantie.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

ARTICLE 15 – AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou celle de son siège social ;
- de son relevé d'identité bancaire ;
- à la décision d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

ARTICLE 16 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables tout au long de l'exécution du marché.

ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITE - DISCRETION - SECURITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG/PI. Le titulaire devra respecter les règles élémentaires liées à la confidentialité. En particulier, les renseignements sur le fonctionnement de l'école, ainsi que les documents produits dans le cadre de cette prestation, sont strictement confidentiels et ne doivent, sous quelque forme que ce soit, être transmis à des tierces personnes, y compris au personnel d'ENSTA non explicitement désigné par le prescripteur.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité, conformément à l'article 5.3 du CCAG/PI.

Les personnels du titulaire sont tenus de respecter le règlement intérieur et les consignes de discipline générale de l'administration, notamment en ce qui concerne les horaires, le comportement, la sécurité.

Le titulaire doit informer ses co-traitants et sous-traitants des obligations énoncées au présent article.

ARTICLE 18 – RESILIATION

En cas de non-respect des obligations découlant des termes du présent marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de le résilier, moyennant un délai de trois mois, dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG/PI.

ARTICLE 19 - TRIBUNAUX COMPETENTS

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

Le Tribunal administratif de Versailles est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Versailles
56 avenue de Saint-Cloud – 78011 Versailles
Courrier électronique : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>
Téléphone : +33 1 39 20 54 00
Télécopieur : +33 1 39 20 54 22

Pour plus de renseignements sur l'introduction des recours possibles, les candidats sont invités à consulter le site internet du conseil d'Etat : <http://www.conseil-etat.fr>

Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interdépartemental de Versailles de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics
5 rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Courrier électronique : pref-ccira-verailles@paris-idf.gouv.fr
Téléphone : +33 1 82 52 42 72
Télécopieur : +33 1 44 42 63 37

Précisions concernant les délais d'introduction de recours :

Un référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L.551-1 du code de justice administrative). Le contrat peut faire l'objet d'un référé contractuel (article L.551-13 et suivants du code de justice administrative) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution. Le recours en contestation de validité du contrat, issu de la jurisprudence Tarn-et-Garonne, peut être exercé par les tiers au contrat, sans considération de leur qualité, dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées.

ARTICLE 20 - DEROGATIONS AU CCAG

L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 35 du CCAG/PI

Annexe au CCAP

FICHE DE PRESENTATION DU DISPOSITIF CHORUS PRO

Depuis le 1^{er} janvier 2020, toutes les entreprises, quelle que soit leur taille (y compris les TPE), doivent transmettre leurs factures à leurs clients publics via le portail internet Chorus Pro.

Ce portail permet de dématérialiser facilement, gratuitement et de manière sécurisée les factures.

L'ENSTA est un établissement public, les factures de ses fournisseurs doivent être déposées **obligatoirement et uniquement** sur le portail Chorus Pro.

Cette pratique présente de nombreux avantages :

- une transmission instantanée des factures auprès des services en charge du paiement ;
- un suivi en temps réel du statut d'avancement des factures via le portail chorus
- une fluidification du processus résultant d'une harmonisation des formats ;
- un traitement automatisé de la facture et donc une diminution du délai global de paiement ;
- des économies d'impression et d'affranchissement ;
- un acte éco-responsable pour chaque facture déposée.

La première étape consiste en la création d'un compte sur le portail Chorus Pro (1). Une fois le compte créé vous pourrez déposer vos factures en précisant les informations suivantes afin qu'elles ne soient pas rejetées :

- ① adresse postale de l'ENSTA
828 boulevard des Maréchaux – 91120 PALAISEAU
- ② numéro de SIRET de l'ENSTA : **197 500 036 00029**
- ③ engagement juridique : numéro du bon commande adressé ou numéro de marché indiqué sur le contrat notifié
- ④ code service exécutant : sans objet

Pour vous aider dans vos démarches, l'Agence pour l'informatique financière de l'Etat (AIFE) a mis en place le portail Communauté Chorus Pro, site d'information et de communication sur Chorus Pro.

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

(1) <https://chorus-pro.gouv.fr>